

HAÏTI

**PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LA CROISSANCE DU SECTEUR
AGRICOLE**

SERVICES AGRICOLES ET APPUI INSTITUTIONNEL

ANNEXE 10

**CHAMPS ÉCOLES, JEUNES ET FEMMES, OPPORTUNITÉS
D'EMPLOIS ET ACCES AU MARCHÉ POUR UNE AGRICULTURE
PRODUCTIVE ET DURABLE**

ANNEXE 11

SERVICES AGRICOLES ET APPUI INSTITUTIONNEL

CHAMPS ÉCOLES, JEUNES ET FEMMES, OPPORTUNITÉS D'EMPLOIS ET ACCES AU MARCHÉ POUR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE ET DURABLE

TABLE DES MATIÈRES

A.	SITUATION DU SECTEUR	1
B.	ANALYSE ET VISION STRATEGIQUE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR....	2
C.	DESCRIPTION DES INTERVENTIONS RETENUES.....	3

ANNEXE 11

SERVICES AGRICOLES ET APPUI INSTITUTIONNEL

CHAMPS ÉCOLES, JEUNES ET FEMMES, OPPORTUNITÉS D'EMPLOIS ET ACCES AU MARCHÉ POUR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE ET DURABLE

A. SITUATION DU SECTEUR

1. La croissance démographique rapide associée à une instabilité politique et sociale ont contribué à faire de Haïti l'une des plus pauvres nations occidentales. Haïti était déjà dans une situation critique avant le séisme. Plus de la moitié des haïtiens vivent avec moins d'un dollar par jour et 95% des emplois font partie du secteur informel (PNUD). Au cours des deux dernières décennies, l'agriculture haïtienne a de plus été marquée par une baisse considérable de production se traduisant notamment par le déclin des exportations et l'incapacité de couvrir les besoins alimentaires de la population. Cette situation d'insécurité alimentaire a ouvert la voie aux importations massives de produits agricoles et à l'aide alimentaire.

2. Cette conjoncture soulève la nécessité d'améliorer la production agricole nationale. D'ores et déjà, la pression démographique et l'augmentation continue de la demande alimentaire poussent les agriculteurs à cultiver des terres marginales inaptées à la production agricole. Il en résulte une dégradation accélérée des ressources naturelles notamment à travers une érosion très importante. Il est donc essentiel d'intensifier la production agricole tout en préservant des ressources naturelles fragiles. L'Etat et les partenaires du développement ont mis en place des programmes au cours de l'année 2009 afin de favoriser l'accès aux intrants et donc améliorer la production agricole. Toutefois, la conciliation de l'intensification et de la durabilité nécessite la mise en œuvre de pratiques agricoles innovantes. Or, l'accès à l'information des agriculteurs est limité et les services de vulgarisation classique ont des moyens extrêmement limités pour favoriser le transfert de technologies auprès des agriculteurs. Le redressement des systèmes de vulgarisation étatique nécessitera de plus des investissements importants et sur plusieurs années. Il est donc nécessaire de mettre en place dès que possible des systèmes innovant permettant d'améliorer la production agricole.

3. L'agriculture est également pénalisée par une image peu valorisante au regard des jeunes générations, ce qui a eu pour conséquence au cours de ces dernières années d'accélérer le processus d'exode rural des jeunes vers les grands centres urbains pour bien souvent n'occuper que des emplois non agricoles peu rémunérateurs et précaires. Le chômage équivalent global (sous-emploi et le chômage) frappe le 60 pour cent de la population et affecte surtout les jeunes et les femmes des zones marginalisées urbaines et les zones rurales. En tenant compte que les jeunes haïtiens et haïtiennes sont largement affectés par les phénomènes de pauvreté et d'exclusion économique et sociale, un développement agricole durable est essentiel pour améliorer les perspectives du pays vers une sécurité économique et alimentaire pérenne. Dans ce contexte l'emploi des jeunes et la promotion d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes dans les zones rurales appelle une réponse urgente et novatrice dans le contexte de l'urgence.

4. A la suite du séisme de 12 Janvier 2010, plus de 1.3 million de personnes des zones urbaines sont restées sans abris, dont 600,000 se sont déplacées vers d'autres Départements. Il est souhaité par le gouvernement qu'une partie de ces personnes puisse s'installer de manière définitive en zone rurale afin de limiter l'engorgement de Port au Prince. Cette installation nécessitera de pouvoir transférer à ces populations urbaines les compétences agricoles nécessaires à une mise en valeur optimale des terres agricoles et renforce encore la nécessité de mettre en place des programmes de formation agricole efficaces.

B. ANALYSE ET VISION STRATEGIQUE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR

5. Il est d'une importance vitale a) de renforcer la production et la productivité agricole et préserver les ressources naturelles. b) de promouvoir des moyens nécessaires pour assurer la subsistance des jeunes et agriculteurs plus vulnérables ainsi que des emplois générateurs de revenus à travers le secteur agricole.

6. Pour ce faire, il est proposé de mettre en œuvre un programme de renforcement de la formation des agriculteurs et des jeunes à travers la mise en place de l'approche Champs Ecole Paysan (CEP) et des écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (JFFLS)

7. L'objectif des CEP/JFFLS est de transmettre des connaissances et des compétences agricoles aux jeunes et d'améliorer leurs moyens d'existence. Dans le contexte d'Haiti, les CEP/JFFLS permettront également d'améliorer la gestion des ressources naturelles. L'approche JFFLS fournira de plus des opportunités pour le futur aux jeunes vulnérables tel qu'un emploi, et en même temps de prévenir les risques de les voir adopter des comportements d'adaptation négatifs. Il leur permettra de plus de devenir autonome d'un point de vue économique tout en leur permettant de devenir des citoyens responsables.

8. L'approche CEP utilise au niveau de l'agriculteur et du formateur, les techniques non-formelles ou 'd'apprentissage par la découverte' ; elle implique des groupes d'environ 25-30 agriculteurs qui se réunissent régulièrement (généralement ½ journée par semaine) sur le champ tout au long d'une saison entière de culture. Les séances se focalisent sur le développement des compétences des agriculteurs afin d'améliorer la gestion agricole, particulièrement les connaissances des pratiques intensives durables telles que l'agriculture de conservation, la gestion de la fertilité des sols, le contrôle non toxique des ravageurs, la collecte/conservation de l'eau. L'approche prend en compte le système "entier", notamment des sujets liés à la gestion économique dont la comptabilité, l'accès au crédit rural et l'analyse du marché local / régional, et la gestion des ressources naturelles liés à celle des eaux et des sols. Les groupes de CEP évoluent d'ailleurs fréquemment vers des organisations paysannes ayant des activités productives et économiques. Cette approche a par ailleurs l'avantage de demander des investissements limités de la part de l'Etat et de se propager de manière exponentielle grâce à la formation de formateurs.

9. L'approche JFFLS est basée sur la participation. Lors du cycle d'apprentissage une équipe interdisciplinaire d'animateurs femmes et hommes accompagne les enfants dans les champs. Chaque équipe est composée: d'un enseignant scolaire qui intègre la méthodologie JFFLS au dispositif scolaire; d'un agronome (un vulgarisateur local, un animateur de FFS ou un diplômé d'une JFFLS) qui aide à améliorer les compétences agricoles des jeunes; enfin, d'un animateur social spécialisé en théâtre, danse ou autre activité créative. Chaque équipe d'animateurs est responsable d'environ 30 jeunes garçons et filles; Les groupes de travail dans

une JFFLS sont de petite taille de façon à encourager la participation et le team building. Des équipes de facilitation sont en lien avec les réseaux de soutien locaux, tels que les CBO, les ONG locales, les FBO et les secteurs sanitaires et sociaux, avec les tuteurs et les services de l'État qui s'occupent de la protection sociale et des femmes, de la santé, de l'éducation et de la culture, de la jeunesse et des sports.

10. Les JFFLS devront être à proximité des champs école pour adultes afin de capitaliser les compétences et l'expérience des agriculteurs adultes, et de les impliquer en tant qu'animateurs des JFFLS. L'interaction des jeunes avec les agriculteurs favorisera la communication et les réseaux, en particulier de la part de groupes plus avancés qui expérimentent la création de coopératives et d'activité créatrices de revenus.

C. DESCRIPTION DES INTERVENTIONS RETENUES

11. **Objectif général.** Renforcer les capacités des jeunes, des femmes et des agriculteurs vulnérables dans le domaine de l'agriculture, leur permettre une rapide réintégration économique dans les communautés rurales.

12. **Objectifs à court et moyen terme**

- Avec les partenaires locaux, identifier les jeunes vulnérables et les agriculteurs vulnérables aptes au travail avec des qualifications en agriculture dans des zones affectées, et créer les conditions pour l'introduction de champs écoles /champs écoles pour les jeunes (CEP-JFFLS) ; génération de revenus afin d'augmenter leurs moyens de subsistance, améliorer leur confiance en soi-même et permettre leur inclusion sociale et économique et promouvoir la création d'emplois pour les jeunes tout en prenant soin des questions de parité homme-femme;
- Fournir des intrants agricoles aux hommes, femmes et jeunes garçons et filles, assurer une formation, inclure des technologies d'économie de travail afin de permettre des conditions de travail décentes et des activités rentables;
- Renforcer les capacités organisationnelles des acteurs vers une agriculture productive et durable et d'accès au marché et à l'emploi; et
- Réhabiliter/restaurer les réseaux ruraux des jeunes à travers une communication participative et des activités conjointes.

13. **Activités principales**

- Identifier les partenaires locaux et établir un partenariat avec le ONG locales;
- Évaluation de besoins et identification des bénéficiaires;
- Réhabilitation/restauration des centres de formation pour soutenir un programme substantiel de CEP/JFFLS;

- Formation des formateurs en CEP/JFFLS avec l'appui du programme CEP Afrique de l'Ouest de la FAO;
- Renforcement de capacité en agriculture et compétences de vie pendant toute une saison agricole;
- Formation des facilitateurs (ONG, producteurs, représentants des institutions locales);
- Fourniture d'intrants agricoles appropriés et d'outils de formation pour la mise en place des CEP/JFFLS;
- Communication en genre et appui aux réseaux par les radios rurales;
- Faciliter la mise en place d'association d'agriculteurs/ jeunes agriculteurs basé sur les CEP/JFFLS; et
- Mise en réseau des universités de la région latino américaine et caribéenne (Projet CACHE avec l'appui de l'IICA).

14. **Résultats**

15. A court terme: (i) Saison une: 90 facilitateurs de CEP/JFFLS sont formés dans 30 CEP/JFFLS associés à la formation des facilitateurs permettant ainsi à 750 agriculteurs vulnérables de s'engager dans des activités de génération de revenus afin d'assurer une économie rurale durable; (ii) saison deux: 90 facilitateurs formés et 30 CEP/JFFLS mis en place; plus de 45 CEP/JFFLS additionnels mis en place par les facilitateurs de la première saison; pour un total de 1875 personnes vulnérables formées en saison 2; (iii) total: 180 facilitateurs et 2.625 jeunes, vulnérables et travailleurs déplacés, formés dans trois zones agro-écologiques en une année.

16. A moyen terme: (i) Etablissement de 400 CEP/JFFLS et formation de 800 facilitateurs et de 10 000 agriculteurs vulnérables/ jeunes; (ii) Etablissement de 100 associations d'agriculteurs/jeunes agriculteurs.

17. Partenaires: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Ministère de la Jeunesse, le Ministère à la Condition Féminine, Institut national de formation professionnelle, ONGs et Organismes Compétents dans la formation agricole, Agences des NU tel que l'UNICEF, PAM, FNUAP et ONUSIDA.

Présentation des coûts

Activités	Coûts (USD)
Réhabilitation de centres de formation des jeunes	600 000
Acquisition d'outils agricole et de formation	450 000
Evaluation et suivi	600 000
Renforcement de capacité (y inclus coopération Sud-Sud)	2 000 000
Réhabilitation de la communication et vulgarisation rurale	1 000 000
GOE	350 000
Total	5 000 000